



Paris, le 3 octobre 2023

Nom du groupe : Groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky

Déclaration politique
(Art. 5 du Règlement du Sénat)

La France traverse une crise économique, sociale et environnementale d'une rare violence. Cette situation est à la source d'une crise démocratique profonde.

Notre peuple subit depuis maintenant 40 ans une précarisation croissante et l'angoisse s'amplifie d'année en année face à l'avenir.

Alors que le progrès technologique permet en théorie l'amélioration de la qualité de vie, bien souvent c'est à une dégradation des conditions d'existence que l'on assiste, comme l'attestent la réduction drastique de l'accès aux soins, les difficultés à se loger dignement, la maltraitance du transport au quotidien.

Cette dégradation conjoncturelle vient percuter le quotidien des Français d'Outre-mer, territoires qui accusent un mal-développement structurel révélé par la vie chère, la crise du logement, les inégalités d'accès à la santé, à l'éducation, à la formation, à l'emploi. La Déclaration de Fort-de-France constitue un appel des Outre-mer français pour une différenciation permettant de répondre à ces urgences sociales et aux défis de développement de la France dans ces territoires. Notre solidarité s'exprime dans notre soutien renouvelé à nos compatriotes ultramarins porteurs d'aspirations égalitaires et légitimes.

Les promesses non tenues depuis des décennies, les vives déceptions après les grands espoirs de 1981, de 1997, mais aussi après le référendum de 2005, l'espoir pour certaines et certains d'«un nouveau monde », sont de toute évidence à la source de cette grave perte de confiance, symbolisant l'abstention croissante lors des consultations électorales. Cette perte de confiance ouvre le chemin aux démagogues, à ceux qui, pour conquérir le pouvoir, dressent ceux qui souffrent les uns contre les autres, plutôt que de les unir face aux puissances financières. Le danger de la montée du Rassemblement national, présent au second tour de la dernière élection présidentielle, puise sa raison d'être dans ce terreau de déception, de colère, d'injustice.

La réélection d'Emmanuel Macron ne s'est pas faite par adhésion à son projet, mais pour faire barrage à l'extrême droite. Elle est intervenue dans ce contexte de désillusion, de colère, de division suite aux renoncements libéraux et promesses non tenues successifs.



Les électeurs n'ont pas voté au second tour de l'élection présidentielle de 2022 pour une réforme des retraites injuste, rejetée par l'immense majorité du peuple et par les syndicats unanimes.

Ils n'ont pas voté pour une mise en accusation des collectivités territoriales et leur asphyxie financière. Quand on sait qu'elles sont un lien irremplaçable de proximité, d'expression de la solidarité nationale et de mise en œuvre du service public.

Le groupe CRCE-Kanaky est favorable à un approfondissement de la décentralisation, mais certainement pas dans un contexte d'austérité budgétaire et de mise en concurrence généralisée. Cette nouvelle décentralisation devra s'appuyer sur un Etat démocratisé, renforcé dans ses missions, s'appuyant sur un maillage de services publics à la hauteur des enjeux pour assurer l'égalité sur le territoire de la République.

Le groupe CRCE-Kanaky fait de la défense de la commune et du pouvoir d'agir des collectivités, un objectif prioritaire.

Ils n'ont pas voté enfin pour l'instauration d'une forme inédite d'exercice solitaire du pouvoir présidentiel en s'appuyant sur un système médiatique inféodé.

L'autoritarisme croissant d'E. Macron, l'affichage du mépris à l'égard du peuple et une volonté non dissimulée de museler le Parlement **à coups d'articles 40, 44-3, 47-1 ou 49-3 de la Constitution**, ce qui fut évident lors du débat parlementaire sur la réforme des retraites, inquiètent dans de nombreux rangs. Le groupe CRCE-Kanaky agira pour les pleins respects des pouvoirs des assemblées et des parlementaires. Il portera le projet d'une nouvelle République, plaçant la démocratie et l'humain en son cœur.

Dans ce cadre, ils se prononcent pour une profonde réforme d'une seconde chambre, démocratisée, pluraliste, diverse et ouverte aux citoyennes et aux citoyens.

Ils défendront le principe constitutionnel de laïcité, défini par la liberté de conscience, la liberté de culte et la séparation des Églises et de l'Etat, qui guide l'action de l'Etat et des collectivités sur l'ensemble du territoire national.

Face à cette attaque violente contre les intérêts populaires, le groupe CRCE-Kanaky maintiendra une opposition résolue à la politique libérale d'Emmanuel Macron et multipliera des propositions pour souligner qu'une autre voie est possible, celle d'une transformation écologique, sociale et économique.

L'Europe libérale est un frein à la construction d'une République sociale et solidaire. La bureaucratie européenne incarnée par la BCE et la Commission européenne empêche l'exercice de la souveraineté populaire dans notre pays.

En tout état de cause, les sénatrices et sénateurs du groupe CRCE-Kanaky agiront pour une réforme de la fiscalité et contre l'évasion fiscale, permettant ainsi une juste redistribution des richesses.



La crise de la Covid-19 a mis en évidence le lien étroit entre le combat pour les droits sociaux et l'épanouissement humain, et le combat pour l'environnement, contre le réchauffement climatique et pour la biodiversité. Ce combat implique, qui peut en douter, un nouveau mode de développement économique en rupture avec un système capitaliste fondé sur le profit et l'intérêt privé.

Conscients de ces nouveaux enjeux écologiques, éthiques, démocratiques qui pèsent sur le devenir de notre société, les sénatrices et sénateurs du groupe CRCE-Kanaky sont convaincus de la nécessité d'inventer un nouveau mode de développement susceptible de préserver la planète pour les générations à venir et de garantir le droit à l'accès pour toutes et tous aux biens vitaux (eau, énergie, alimentation...). La transition énergétique doit s'accélérer et ne pas demeurer un vœu pieu. Elle ne doit pas être source d'exclusion sociale.

La transition écologique, cette véritable révolution verte, exige en particulier un effort de grande ampleur, historique, pour réduire l'émission de carbone. L'industrie, les transports, le logement, sont des secteurs qui seront les moteurs de ce combat pour l'avenir de notre planète et de celles et ceux qui la peuplent, humains et animaux.

Dans ce cadre, celui d'un développement durable, les sénatrices et sénateurs du groupe CRCE-Kanaky se batront pour une véritable politique de réindustrialisation de notre pays, fondée sur une exploitation à la fois économe et équitable des ressources de la planète, préservant la biodiversité et assurant un environnement viable et non pollué. Ils alertent sur la nécessité d'initier de nouveaux modes de consommation compatibles avec ces objectifs. Ils s'inscrivent de manière déterminée dans un grand débat national sur l'énergie et sur une transition énergétique susceptible de créer des milliers d'emplois. Ils considèrent donc indispensable, dans un tel cadre, de promouvoir la recherche scientifique et technique, et l'investissement par des politiques publiques audacieuses.

Ils agissent pour un enseignement ouvert à toutes et à tous, porteur d'égalité. La culture, durement touchée par la crise, sera au cœur de leur préoccupation.

Ils agissent avec détermination en faveur du droit des femmes tout particulièrement frappées par l'austérité. Ils porteront le combat contre les violences dont elles sont victimes.

Ils proposent une réforme des politiques de sécurité en rappelant la nécessaire prévention fondée sur une police de proximité, rendue impossible par l'austérité budgétaire, au service des citoyens.

Ils luttent avec détermination contre toutes les formes de racisme, d'antisémitisme et de discriminations.



Ils appellent à une gestion pragmatique et humaniste des flux migratoires et exigent le respect sans faille des droits des migrants et des réfugiés.

Ils agissent avec détermination pour le développement et la paix dans le monde.

La résolution négociée des conflits est leur priorité. Le respect des frontières et l'autodétermination des peuples sont pour eux deux principes intangibles.

Ils soutiennent et accompagnent les mouvements sociaux dont l'expression est essentielle pour résister à la politique libérale en œuvre.

Considérant que rien ne se fera sans l'intervention du peuple lui-même, ils associent les organisations syndicales, les associations et les citoyens à leur travail législatif.

Ils sont convaincus que l'une des clés du changement est dans la participation du peuple au débat public, à la vie économique, sociale et politique, ainsi qu'aux grands choix écologiques. Ils agiront pour un débat public pluraliste, citoyen, qui exige de libérer l'information du carcan de la finance et de l'influence du pouvoir exécutif.

Le groupe CRCE-Kanaky respectera en son sein la diversité. Chaque sénatrice et sénateur compte pour un, et aucune décision, aucun vote ou proposition de loi ne lui est imposé, l'unité d'action étant décidée par le libre débat.